

ARRETE PREFECTORAL n° 2017-06-055

mettant en demeure

SARL Les Carrières de Pompignan,

carrière dite de « Lascans Nord » sise sur le territoire de la commune de Pompignan
de régulariser sa situation

**Le Préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L.171-7 et 8 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2016-DL-6 du 1^{er} janvier 2016 donnant délégation de signature à M. Gilles BERNARD, Sous-Préfet du VIGAN ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 90/3783/CM2/ABL du 27 juin 1990 autorisant la mise en exploitation d'une carrière au lieu-dit « Lascans », au bénéfice de la société anonyme DANCAN, sur la parcelle n° 55 section AB du plan cadastral de la commune de Pompignan ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 213V du 30 septembre 1999 autorisant la société Languedoc Pierre à se substituer à la SA DANCAN pour l'exploitation de cette carrière ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 01.12.95 du 20 décembre 2001 autorisant M. et Mme CRES Robert à se substituer à la société Languedoc Pierre pour l'exploitation de cette carrière ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 0504022 du 18 avril 2005 autorisant le changement d'exploitant de cette carrière au bénéfice de la SARL Les carrières de Pompignan ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mai 2017 ;
- Vu le courrier adressé à l'exploitant le 3 mai 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que pendant la visite d'inspection du 14 décembre 2016 l'exploitant n'a pu justifier du périmètre ICPE autorisé par l'implantation de borne ;

Considérant que par transmission en date du 15 mars 2017, comme suite au passage d'un géomètre, le plan adressé par l'exploitant met en évidence une exploitation pour partie située à l'extérieur du périmètre autorisé de la carrière ;

Considérant qu'en vu de protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 et suivants du code de l'environnement, il y a lieu de contraindre l'exploitant à se conformer aux prescriptions qui lui sont applicables et de suspendre tous travaux de décapage ou d'extraction sur les emprises non autorisées ;

Considérant que le périmètre de la carrière n'est pas protégé par une clôture efficace interdisant l'accès aux zones dangereuses ;

Considérant qu'en cas de manquements aux prescriptions applicables, en application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

L'exploitant entendu ;

Sur proposition du Sous-Préfet du Vigan,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La SARL Les carrières de Pompignan-Robert CRES et Fils, dont le siège social est situé route de Sauve, 30170 Pompignan, est mise en demeure de :

- respecter sans délai les dispositions de l'article 3 5° de l'arrêté préfectoral n° 90/3783/CM2/ABL du 27 juin 1990 en suspendant toutes activités liées à l'exploitation de la carrière au-delà de la bande des 10 m de l'emprise ICPE autorisée ;
- et de régulariser sa situation administrative selon les termes et échéances précisés à l'article 2 ci-après.

ARTICLE 2 : Régularisation situation administrative

La SARL Les carrières de Pompignan est tenue :

Soit, « alternative 1 »,

- de déposer en préfecture sous un délai d'un mois un dossier de réhabilitation des terrains exploités en dehors du périmètres ICPE autorisé ;

Soit, « alternative 2 »,

- de déposer en sous-préfecture sous un délai de trois mois un dossier de demande d'autorisation d'extension de la carrière dont l'emprise ICPE sollicitée englobe l'intégralité des zones déjà exploitées.

Au regard des exigences du volet faune-flore de l'étude d'impact, lesquelles devront être dûment justifiées, le délai de trois mois pourra être adapté.

Le dépôt de ce dossier ne préjuge pas des suites qui seront réservées à la demande.

ARTICLE 3 : Garanties financières

Pour le cas où l'exploitant s'est positionné sur l'alternative 2, l'exploitant est tenu sous trois mois d'actualiser les garanties financières avec la superficie de l'intégralité des zones déjà exploitées.

ARTICLE 4 : Dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994

L'exploitant est tenu sous un délai de trois mois de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 notamment ses articles 13 et 15,

A savoir, l'édification d'une clôture périmétrique de l'emprise ICPE, la mise en place d'une barrière à l'entrée de la carrière pour interdire son accès en heures non ouvrables, et de justifier d'un plan sur lequel seront reportés les limites du périmètre d'exploitation, les bords de fouilles, les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs, les zones remises en état et la position des ouvrages visés à l'article 14-1 du même arrêté.

ARTICLE 5 : Délais

Les différents délais mentionnés dans le présent arrêté courent à partir de sa notification.

ARTICLE 6 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet du Gard – Sous-préfecture du Vigan
- Le recours doit être écrit en exposant les arguments et faits nouveaux, accompagné d'une copie de la décision contestée ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères CS 88010-30941 Nîmes cedex 9- dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 7 : Suites administratives et pénales

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 8 : Exécution et transmission

Le présent arrêté est notifié à Monsieur le Directeur de la SARL Les carrières de Pompignan dont le siège est situé route de Sauve, 30170 Pompignan.

Une copie est adressée :

- au secrétaire général de la sous-préfecture du Vigan ;
- au maire de Pompignan;

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées, Unité inter départementale Gard-Lozère;
chargés chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le Vigan, le 1^{er} Juin 2017

Pour Le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet du VIGAN



Gilles BERNARD